



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

<b>SERVICE/DIRECTION :</b> Nîmes Réf: CBC/CBC	<b>OBJET : INAUGURATION DU PARC MEYNIER DE SALINELLES</b>  <b>RUE MEYNIER DE SALINELLES, du N°26 jusqu'à la RUE CHARLES GOUNOD</b>  <b>Du 30/06/2024 au 01/07/2024</b>
---	--

**Le Maire de la ville de NÎMES,  
Maire**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

**Vu** l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

**Vu** le Code de la route et notamment les articles 417-12, R. 411-8, R. 411-25, R. 417-3, R. 417-9 et R. 417-10

**Vu** la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

**Vu** la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

**Vu** la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription, le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage et le livre 1, 7ème partie, marques sur chaussée

**Vu** l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 11/06/2024,

**Vu** le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

**Vu** l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

**Considérant** qu'il importe de faciliter l'organisation et le déroulement des manifestations dans l'agglomération nîmoise,

**ARRÊTE****ARTICLE 1 - STATIONNEMENT**

Du 30/06/2024 à 19h00 au 01/07/2024 à 15h00,

Le stationnement de tous véhicules est considéré comme gênant :

- **RUE MEYNIER DE SALINELLES, du N°26 jusqu'à la RUE CHARLES GOUNOD des 2 côtés.**

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la Route et passible de mise en fourrière immédiate.

**ARTICLE 2 - CIRCULATION**

Le 01/07/2024 de 11h00 à 15h00,

La circulation est interrompue, **RUE MEYNIER DE SALINELLES, du N°26 jusqu'à la RUE CHARLES GOUNOD.**

Afin d'éviter toute projection de véhicule bélier, l'accès est fermé par un obstacle lourd, déplaçable, type véhicules. Il doit pouvoir être déplacé immédiatement pour permettre l'accès à des véhicules de secours à tout moment.

**ARTICLE 3** La signalisation relative aux dispositions susvisées est mise en place par les Services Municipaux.

**ARTICLE 4** Les véhicules en infraction au présent arrêté sont enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Police.

**ARTICLE 5** Les usagers de la voie publique sont soumis aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

**ARTICLE 6** La publication du présent acte est consultable sur le site de la Ville de Nîmes : <https://www.nimes.fr/mairie/voirie.html>

**ARTICLE 7 - M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.**

Pour Le Maire de Nîmes et par  
délégation,  
l'Adjointe déléguée,

**Claude De GIRARDI**

**VOIES DE RECOURS ET DELAIS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).